



La Commune



L'Europe à 25 : 25 raisons d'écraser nos acquis

Europe

Les chefs d'Etat des Quinze, réunis à Bruxelles en décembre dernier, ont finalement entériné l'entrée de dix nouveaux pays dans l'Union européenne, pour le début de l'année 2004. Derrière cette "ouverture" à l'est, dictée par les intérêts immédiats des bourgeoisies de l'ouest, se cache une vaste mise à bas des acquis des travailleurs. Analyse.

Ils seront finalement dix nouveaux pays à rejoindre l'Union européenne d'ici au début de l'année prochaine. Pologne, Hongrie, République tchèque, Slovaquie, Slovaquie, Lituanie, Lettonie, Estonie, Chypre et Malte. Et la route se dégage pour les candidats "à la traîne", la Bulgarie, la Roumanie et la Turquie. Dans une période où la crise économique mondiale gagne et où les plans sociaux se succèdent en Allemagne, en France et en Italie, l'arrivée de tant de nouveaux pays, économiquement beaucoup plus faibles, et l'attribution de près de 40 milliards d'euros de fonds européens, a de quoi surprendre. Pourtant lorsqu'on creuse un peu, tout devient limpide.

Maastricht contre les peuples

A l'instar du président de la commission européenne, Romano Prodi, tous les ministres de l'Economie des pays de l'Union se plaisent à le répéter : le "coût du travail est trop élevé en Europe pour faire face à la concurrence mondiale". C'est-à-dire concrètement que les acquis gagnés par les travailleurs européens (Code du travail, salaire minimum, protection sociale...) depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale grèvent les marges des capitalistes. La dernière "ouverture" européenne est tout simplement la dernière manifestation du combat que mènent les bourgeoisies pour restaurer leurs profits, dans une période critique pour l'économie mondiale. Du combat qu'elles mènent contre les acquis des travailleurs.

En réalité, l'entrée des dix nouveaux pays se traduira pour eux moins par des subventions et un soutien à leur développement (que les médias mettront cependant en avant, n'en doutons pas), qu'à la mise sous coupe réglée de leur économie et par la privatisation de leurs entreprises publiques. Pour ce faire, les traités de Maastricht, Amsterdam et Nice, vont arriver à point nommé pour subordonner, plus qu'elles ne l'étaient déjà, les économies de ces pays aux besoins immédiats des bourgeoisies de l'Ouest.

l'articulation des pouvoirs entre les trois dépositaires de l'autorité européenne : le Conseil (l'assemblée des gouvernements des Etats membres), le Parlement européen et la Commission européenne est aussi une autre méthode pour spolier ces peuples de leur souveraineté, en leur faisant valider des traités contraires à leurs intérêts concrets. Ces trois entités pouvant ainsi décider de nouvelles remises en cause des acquis sans l'accord explicite des électeurs : comme ce fut le cas pour les traités d'Amsterdam et de Nice.

Des viviers de main-d'oeuvre bon marché

La délocalisation d'entreprises française vers les pays pauvres d'Asie étant à la fois "mal vécue" par les pays où sont supprimés les emplois, coûteuses en transfert de technologie et en taxes douanières, l'entrée dans l'Europe de pays où la main d'oeuvre qualifiée est facile à trouver (les systèmes éducatifs tchèques sont bien meilleurs que ceux du Laos) et peu coûteuse constitue une véritable bénédiction. Une bénédiction pour les capitalistes, pas pour les travailleurs. D'autant que la suppression des barrières douanières et la circulation des capitaux est à la base du système européen. Bien plus que la fiction de la circulation des personnes comme on a pu le voir ces dernières années avec les citoyens français ou allemands refoulés à la frontière italienne pendant les manifestations anti-capitalistes de Florence ou de Gênes.

Ne nous leurrions pas : à l'heure où sautent les derniers verrous mis en place par les bureaucraties stalinienne en Europe de l'est pour empêcher la montée de la lutte des classes, l'intégration des dix nouveaux pays est aussi un moyen d'y substituer de nouveaux outils pour aboutir au même résultat. Gageons enfin que les "citoyens européens" originaires de Lettonie seront un peu moins "citoyens" que les ressortissants allemands et que s'il sera aisé pour une entreprise française de délocaliser sa production en Slovaquie, il sera plus difficile à un Estonien d'immigrer en France. l'élargissement de l'Europe est ainsi le bon moyen pour recoloniser ces pays qui avaient échappé pendant 70 ans à la mainmise capitaliste. Et l'on voit avec quel empressement la nomenklatura d'hier, après avoir pillé à son profit le fruit du travail des classes ouvrières s'empresse maintenant de se recycler dans l'économie de marché. Et, en bons staliniens qu'ils furent, ils sont maintenant les bons élèves de l'école capitaliste.

Modifié le jeudi 23 juin 2005

Voir aussi dans la catégorie Europe

BREXIT : le vote de classe contre l'UE et ses suites

Les 51,9 % de Britanniques, qui ont voté pour sortir de l'Union européenne le 23 juin dernier, révèlent sans conteste un vote de classe contre l'Europe libérale. La cartographie des résultats... >>

Le Brexit ouvre la voie

Jacques Cotta est journaliste, et réalisateur de documentaires à la télévision. Il est aussi écrivain, sur des thèmes comme les travailleurs pauvres et les services publics. Nous reproduisons... >>

UE-Turquie contre les réfugiés : L'accord de la honte

Le Conseil européen vient de signer un accord afin de « régler » le problème que leur posent les réfugiés alors même que certains pays qui en font partie ont une responsabilité directe dans... >>

L'union européenne : plus que jamais, en sortir ou en mourir !

Gauche et gauche de la gauche dans une impasse mortifère. Nous reproduisons ci-dessous, avec son aimable autorisation, un article de Jacques Cotta, co-animateur avec Denis Collin du site bien connu...

Rupture ou faillite

Le peuple grec est aujourd'hui la principale victime en Europe des fauteurs de crise, c'est à dire du capitalisme mondial et desspéculeurs pour qui les opérations boursières et la fabrication... >>

Une explosion de grèves

Le 28 mars, le jour même où se déroulaient en France les puissantes manifestations contre le CPE, en Allemagne et en Grande-Bretagne, la classe ouvrière se dressait pour ses revendications et la... >>
